

Notre démarche face à celle du gouvernement

Le gouvernement se place dans une optique de casse du système social et éducatif. Nous ne pouvons le laisser détruire notre avenir sans nous battre. Nos organisations de jeunesse de gauche se sont donc réunies afin de mettre leurs moyens en commun pour lutter ensemble et faire barrage à la politique du gouvernement. Nous soutenons les revendications des lycéens et voulons aider leur mouvement. Nous sommes en total accord avec les exigences des lycéens quant à leur avenir et nous serons à leur côté dans les mobilisations. Il n'est pas possible de tolérer une attaque de cette envergure contre l'avenir de la jeunesse.



Nos revendications :

- pas de suppressions de postes lors des rentrées prochaines;
- maintien du bac pro en 4 ans;
- une vision globale, à long terme et non marchande de l'éducation;
- des moyens renforcés pour l'enseignement primaire, secondaire et supérieur;
- un nombre d'enseignants supérieur au nombre de classes pour créer des groupes de rattrapage en direction des élèves en échec scolaire;
- prévenir l'échec scolaire plutôt que de courir après;
- une éducation participant à la réussite et à l'émancipation de tous

ENSEMBLE, LYCEENS, PROFESSEURS ET PARENTS D'ÉLÈVES



MANIFESTONS LE 24 MAI
10H30 PLACE COMMERCE



MON LYCEE VA CRAQUER !

La politique actuelle du gouvernement sous l'impulsion du Président vise à nous précariser tous un peu plus : sans papiers, salariés, fonctionnaires, chômeurs, étudiants, lycéens... Dans l'éducation, 11 200 suppressions de poste sont prévues à la rentrée 2008, et 18 000 à la rentrée 2009...! Au delà des chiffres, c'est un démantèlement et une marchandisation de l'enseignement secondaire qui sont opérés aujourd'hui. Nous ne resterons pas inactifs face à cette politique ! La multiplication et l'intensification des mouvements sont là pour le prouver !

Retour sur le mouvement

Le mouvement contre la suppression de postes dans l'Éducation Nationale n'en fini pas de prendre de l'ampleur. Entamé par les lycéens depuis presque 2 mois, celui-ci a pris un tournant considérable le 15 Mai avec la convergence de tous les acteurs de l'Éducation Nationale. Ce jour, près de 300.000 personnes ont défilé dans tout la France. Sur Nantes, le cortège comprenait plus de 20000 manifestants, dont de nombreux lycéens. Loin de répondre aux attentes, le gouvernement joue la provocation. L'annonce de Xavier Darcos qui n'entend « pas reculer devant les manifestants » et la déclaration de Nicolas Sarkozy

souhaitant promulguer une loi portant atteinte au droit de grève des enseignants a amplifié la colère de ceux qui sont inquiets de l'avenir de l'éducation dans notre pays...



La parole aux lycéens indépendants

Nous, jeunes attachés à l'Éducation Nationale, refusons la dévalorisation de cette dernière. La rentabilité ne peut devenir le mot d'ordre dans nos lycées et universités... Nous refusons une éducation inégalitaire où la compréhension du monde ne sera pas accessible à tous.

C'est pour cela que nous sortons dans les rues, pour obtenir plus de moyens dans l'Éducation Nationale, une revalorisation des diplômés (tels que le Bac Pro), des classes moins surchargées pour des profs surmenés... De cette réforme, c'est tout un choix de société qui nous est imposé. Cependant nous sommes présents, et nous défendrons notre vision de l'éducation.

Les origines du mal : le rapport Pochard

Le rapport Pochard présente des recommandations faites au ministre Darcos, qui a immédiatement déclaré son intention d'en faire appliquer l'essentiel. Ce rapport prône une plus grande autonomie des lycées, c'est-à-dire la soumission à des intérêts privés avec pour seul objectif la rentabilité. Le montant des dotations horaires globales (somme devant suffire à organiser les enseignements obligatoires et optionnels) que l'Etat attribuerait seraient dépendantes des résultats des établissements; aux meilleurs lycées, les plus importants financements. Pour le rapport, la présence de l'État dans l'Education rend celle-ci inefficace.



Le malaise des profs

Aux suppressions de postes, s'ajoute la question de l'évolution des métiers, avancée par le gouvernement à partir du rapport Pochard. Mené par cette même logique gestionnaire et dans le cadre d'un budget de rigueur, le rapport est une véritable provocation à l'égard des personnels de l'éducation. Loin de répondre aux exigences d'un service public assurant la réussite de tous les jeunes, ce n'est qu'un outil destiné à multiplier les heures supplémentaires et à augmenter le temps de travail et la précarité. Les vacataires, les retraités et les heures supplémentaires, ne suffiront pas à remplacer les postes supprimés, et cela ne fera que dégrader les conditions de travail et donc l'efficacité des professeurs !

Mais depuis 6 ans que la droite supprime des postes et des moyens, on n'a pas entendu parler d'une plus grande efficacité. Par contre les inégalités sociales et territoriales s'accroissent.

Mais depuis 6 ans que la droite supprime des postes et des moyens, on n'a pas entendu parler d'une plus grande efficacité. Par contre les inégalités sociales et territoriales s'accroissent.



Education en danger !

C'est bien la qualité de l'éducation pour tous qui est en cause. Les suppressions de postes, qui semblent être l'unique objectif du ministre entraîneront forcément des suppressions d'options et d'enseignements jugés moins prioritaires dans les quartiers défavorisés. Dans ceux-ci, on s'arrêtera au socle commun de connaissances qui réduit l'enseignement au savoir lire, écrire, compter et cliquer. Pendant que les lycées réputés conserveront des options d'italien, chinois, musique... Déjà en 2005, des centaines de milliers de lycéens avaient dénoncé la loi Fillon porteuse de ces principes. La notion d'égalité républicaine, d'universalité des savoirs et des connaissances doit être garantie. Les moyens actuels ne suffisent pas à régler les problèmes scolaires, supprimer des postes et des moyens serait injuste et inefficace.

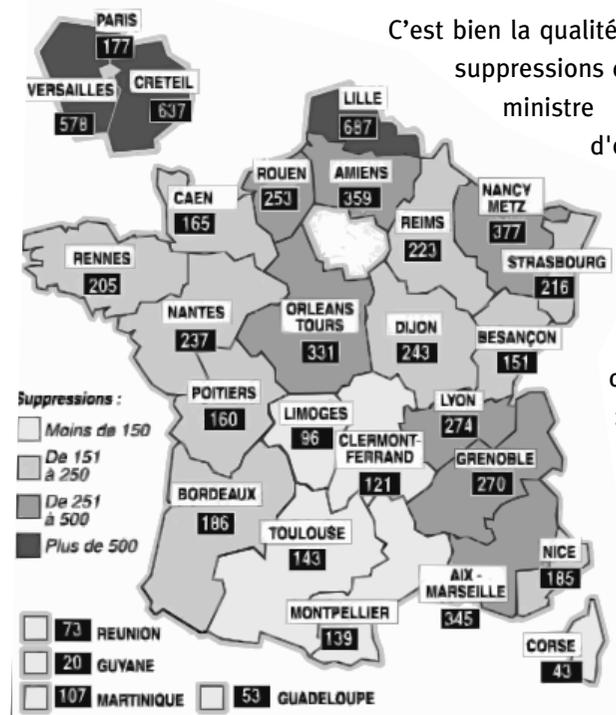


Fig 1 : carte des suppressions de postes pour la rentrée 2008

Bac pro : après les suppressions, la précipitation !

Après la rénovation des programmes des collèges et lycées, ceux des BEP et des bacs pros, datant de 1992, 1987 voire 1995 étaient à réformer. Mais les économies sont une fois de plus, le premier et seul objectif. Le BEP en deux ans, et le bac pro en deux ans lui aussi, seront fusionnés pour donner un bac pro en 3 ans. Une baisse de niveau est à craindre, mais surtout une formation inadaptée aux débouchés. Les essais menés sur le bac pro en 3 ans n'ont pas tous été concluants. Cette réforme mérite plus que des annonces expéditives!

